

Préface

Public

Cet ouvrage est destiné aux étudiants dont le programme prévoit un enseignement économique appliqué aux faits contemporains : AES, LEA, Droit, IUT, BTS, Sciences Politiques, candidats aux concours de la fonction publique, CAPES et agrégation de Sciences Économiques et Sociales, CAPET et agrégation d'Économie et Gestion. Les professeurs d'économie en classes de ES, de STG ou en BTS y trouveront également de quoi préparer leurs cours.

Objectifs

À notre sens, l'étudiant a besoin de trois apports complémentaires :

- ❑ **Les concepts de base.** Toute science utilise un vocabulaire, des outils de raisonnement, des techniques d'observation, sans lesquels elle demeure inintelligible. Le défaut d'une approche purement historique, ou factuelle, est qu'elle néglige l'apprentissage des concepts pour se consacrer à la description. La science économique présente un danger supplémentaire du fait qu'une partie importante de son vocabulaire — salaire, population active, patrimoine, marché, prix... — appartient au langage courant, mais dans des acceptions vagues et contradictoires. Or, l'ignorance des notions élémentaires interdit non seulement le raisonnement autonome mais aussi la simple observation, par exemple la lecture correcte d'un document statistique.
- ❑ **Les faits.** Il ne s'agit pas d'un ouvrage d'histoire des faits économiques. Mais, sur chaque point, on présentera l'évolution contemporaine car nous ne croyons pas qu'il soit possible, ni utile, de proposer une grille de lecture théorique qui fusse séparée de son application. En tant que science sociale, l'économie ne peut être qu'une science historique.
- ❑ **Les principales approches théoriques.** Prétendre s'en tenir aux faits bruts serait tromper le lecteur. Même l'aridité des annuaires statistiques ne garantit pas leur neutralité : leur concepteur a sélectionné les informations qu'il juge utiles, les statisticiens ont choisi unités, périodes, techniques de mesure et méthodes de correction. Ce faisant, ils ont orienté les résultats. L'économiste peut être modéré, parfois éclectique, mais il n'est jamais neutre : la notion la plus simple ne peut être présentée sans qu'interfère implicitement sa propre vision du monde. Cependant, il s'agit ici d'un ouvrage de référence et l'étudiant n'a pas à subir l'exposé du point de vue de l'auteur. Il y trouvera, sous la forme la plus objective possible, les analyses en présence. Sur chaque thème, nous essayerons de présenter interprétations, commentaires et théories dans leur diversité et leurs oppositions.

Il va de soi qu'il s'agit d'une première approche. L'étudiant y trouvera la matière pour aborder la plupart des sujets de concours ou d'examen. La littérature économique est abondante, il existe une foule de manuels, et plusieurs collections bon marché publient des études sur des thèmes particuliers. Par ailleurs, rien ne remplace la lecture des grands auteurs, tant pour le plaisir du lecteur que pour l'efficacité.

Partis pris

On peut trouver curieux de l'auteur d'un ouvrage de **vulgarisation**, et non d'un essai, qu'il expose d'emblée ses partis pris. Nous pensons au contraire qu'il s'agit d'une démarche d'élémentaire honnêteté, étant entendu qu'il s'agit de points de vue purement intellectuels et méthodologiques et non de prises de position partisans en faveur de telle école ou de telle politique économique.

Pédagogiques

- **Vulgariser n'est pas vulgaire.** Nous ne chercherons donc pas à maquiller ce **manuel d'études** en œuvre originale, ni à noyer l'apprentissage sous le flot du commentaire. Nous nous effaçons devant les grands auteurs et n'hésitons pas à « descendre » au niveau dont l'étudiant a besoin. Si les notions et les mécanismes de base sont absents des ouvrages d'étude, où les trouvera-t-on ?
- **L'apprentissage** ne peut se faire à partir d'une simple **documentation**, comme on l'a parfois cru. La démarche, dite **inductive**, qui consiste à faire raisonner l'élève à partir d'observations statistiques ou de brefs textes, afin **qu'il construise lui-même son propre savoir**, est excellente, car rien ne peut remplacer l'activité et la réflexion autonomes. Cependant, elle conduit à une impasse si l'on oublie son complément, la méthode **déductive** : l'apport par le professeur d'un savoir structuré, construit, « prédigéré ». En son absence, la lecture de la plus belle courbe n'aboutit qu'à une réflexion plate, celle du texte le plus simple à l'incompréhension ou à la paraphrase.
- **La théorie économique** fait souvent appel à une formalisation mathématique poussée. Sauf dans quelques cas où elle nous paraît abordable, nous l'éviterons pour plusieurs raisons :
- **Les étudiants en économie pure** sont, à notre sens, les seuls à en avoir besoin, cet ouvrage ne leur est pas destiné.

Si elle a pour but d'éclairer le raisonnement, elle doit être réservée au seul public capable d'en profiter, c'est-à-dire celui qui est plus à l'aise dans un univers d'équations que dans leur équivalent littéraire. Nous savons, par expérience, que cette catégorie de lecteurs est très étroite. Nous les négligerons d'autant plus volontiers, qu'ils maîtrisent également la langue française et nous comprendront néanmoins. Nous recourons donc à la forme mathématique dans les seuls cas où elle est plus accessible que l'exposé littéraire.

L'économétrie¹ construit des programmes de vérification et de prévision, au compte des instituts de statistique. Elle utilise les mathématiques pour modéliser des hypothèses économiques et les tester statistiquement. Nous énoncerons quelques-uns de ses principes, sachant qu'elle rencontre des obstacles majeurs tenant à la spécificité de son objet.

Il peut aussi être question d'aboutir à des conclusions à partir d'une démonstration mathématique. Ainsi procède l'école marginaliste depuis les premiers systèmes d'équations établis par Walras dans les années 1870, jusqu'à la perfection formelle du modèle d'équilibre général exposé par Arrow et Debreu en 1960. C'est le seul cas où

1. Un exemple simplifié du type de questions qu'elle cherche à résoudre : le taux de TVA baisse de 1 point, quelles seront les variations de l'inflation, de la consommation, de l'emploi ou des recettes publiques... ?

L'outil mathématique fait partie intégrante du raisonnement. L'étudiant aurait avantage à s'y plonger sérieusement.

Scientifiques

- **Il est de bon ton de contester à l'économie le titre de science.** Le débat rebondit à chaque fois qu'un économiste de renom fait une erreur de prévision, ce qui est fréquent. La critique est bien naturelle, mais il est probable que cette discipline ne mérite ni cet excès d'honneur, ni cette indignité, c'est plutôt un excès d'ambition qu'il faudrait éviter.
- **Excès d'honneur.** Attendre d'une science qu'elle prédise la conjoncture des douze prochains mois dans une économie aussi complexe que la nôtre, relève de la plus grande naïveté. Il s'agit en effet d'un système mondial interconnecté dont l'évolution résulte des milliards d'interactions individuelles ou collectives qui s'y produisent à chaque moment. Prétendre les maîtriser au point de parvenir à des prévisions parfaites, *a fortiori* à des outils de régulation efficaces, relève du charlatanisme. N'attendons pas qu'elle lise dans le marc de café au pourcent près.
- **Excès d'indignité.** Certes, la science économique est balbutiante, mais, après tout, ses prévisions à quelques mois sont fiables, et elle sait aujourd'hui — contrairement à 1929 — amortir les accidents inhérents au jeu des marchés financiers dérégulés comme elle l'a montré après la série de krachs qui ont touché l'ensemble des places en 1987, le Mexique en 1994, l'Asie en 1997, la Russie et le Brésil en 1998. Certaines sciences, dites « dures », sont loin de pouvoir en dire autant. Songeons à la météorologie qui, malgré des moyens énormes, ne peut dépasser l'horizon de quelques jours (et encore sans grande garantie) et qui voit venir les tempêtes, mais sans pouvoir certifier leur trajectoire exacte, ni leur intensité.
- **Excès d'ambition.** En tant que **science sociale**, l'économie étudie l'objet insaisissable qu'est l'homme. Contrairement à l'infinité des enchaînements qui ont conduit aux deux tempêtes de Noël 1999, aucune des séquences causales qu'elle établit ne relève en effet du déterminisme. Rien ne garantit qu'en réaction à la baisse de la TVA évoquée plus haut, les consommateurs vont effectivement augmenter leur demande, et, s'ils le font, il faudra encore faire des hypothèses sur l'ampleur de cette réaction (« l'élasticité demande/prix » en jargon) et les secteurs où se portera le nouveau pouvoir d'achat.

L'erreur est de croire que l'économiste puisse atteindre au même degré de maîtrise de son objet que les sciences les plus avancées. La période 1945-1973, dite des **Trente Glorieuses**, la plus longue prospérité sans crise de l'histoire, lui a fait beaucoup de mal en répandant l'illusion de sa fiabilité pratique. Son exceptionnelle stabilité a permis une relative sécurité d'une part de la prévision, car les modèles prolongent toujours les tendances passées¹, d'autre part de l'intervention publique : les comptables nationaux, planificateurs, gouverneurs de banque centrale, directeurs du budget ont pu agir en appliquant des **recettes keynésiennes** assez bien adaptées à la période. La crise des années 1970-1980, comme celle des années Trente, eut l'effet inverse : quand tout change, l'économiste est perdu, les prévisions sont démenties, les plans abandonnés dès leur mise

1. Marc Guillaume expose bien les faiblesses de l'économétrie : « À la limite, ces méthodes conduisent à la situation suivante : quand la prévision est simple à effectuer, elle est inutile, quand elle est difficile et nécessaire, elle est fautive. De façon générale et quelle que soit leur qualité technique, les approches économétriques sont fondées sur une hypothèse générale de permanence des mécanismes qui ont joué dans le passé et conduisent ainsi, par construction, à une vision relativement **conservatrice du futur**. Pour toutes ces raisons, il est prudent de compléter les analyses économétriques par des méthodes non formalisées et plus qualitatives pour tenter de prendre en compte les aspects qu'on ne sait pas mettre en équations », in 1989, *La science économique en France*, La Découverte, Paris.

en place. On croyait maîtriser l'économie, on se contentait de chevaucher la tendance. La science ne peut se construire sur l'illusion, il faut affiner concepts et méthodes, continuer à vérifier. Le degré actuel de maîtrise de l'observation et d'efficacité des interventions est moins dérisoire qu'on ne le prétend. Par contre, il est prétentieux de proposer des prévisions à faible marge d'erreur en période stable, ou de prévoir quoi que ce soit en phase de retournement.

➤ **L'économie est une science humaine.** L'*objet* qu'étudie l'économiste est aussi un *sujet* doté d'une conscience, d'une mémoire, d'une volonté, il ne réagit pas de façon mécanique, il analyse, interprète, prévoit, calcule. La fameuse « confiance » des ménages, des entrepreneurs, ou des « marchés », ce que les économistes nomment des « anticipations », est un facteur aussi déterminant que les variables dites « objectives ». Jamais une tempête n'a changé de trajectoire en réaction à l'annonce de son arrivée par Météo France car elle n'est pas un sujet agissant mais la résultante mécanique d'une série d'interactions, dont on ne sait pas encore démêler l'écheveau, mais qui, toutes, sont parfaitement déterminées. Par contre, un krach, ou un boom, peuvent se produire du simple fait qu'ils ont été annoncés, un pronostic devient un « savoir partagé » dès lors qu'une fraction déterminante des acteurs y croient. Ce *common knowledge* suffit à déclencher l'événement pour la simple raison qu'il a été prédit (« prédiction créatrice », 443). En effet, si l'on anticipe un krach financier, il faut vendre au plus vite pour éviter de perdre, il suffit qu'un grand nombre d'opérateurs fassent le même calcul pour que la chute des cours soit inéluctable, l'anticipation est alors auto-réalisatrice. De même, si l'on prévoit une hausse de la consommation, il faut investir pour en profiter ce qui suffit à la déclencher par *effet multiplicateur* (pour investir, on distribue des revenus qui vont être dépensés). L'information économique a aussi un effet sur le « grand public » : la crise de 1993 provoque parmi les classes moyennes une réaction de crainte face à l'avenir dont on pense qu'elle explique le regain d'épargne et la chute de la consommation qui ont aggravé le chômage de 1994 à 1997, le pessimisme des ménages est donc en partie responsable de la survenue de ce qui les a inquiétés.

➤ **L'économie est une science du comportement.** Les **mercantilistes** (John Hales, Jean Bodin, Antoine de Montchrestien) en ont fait une science **politique**, en cherchant les conditions propres à assurer la puissance du royaume, les **classiques** (Smith, Ricardo, Malthus, Say), une science du **marché** en affirmant la primauté de l'**individu** sur l'État, Marx, une science des **groupes sociaux**, en posant la lutte des classes comme moteur de l'histoire, mais tous se centraient sur l'homme, dont ils interprétaient le comportement selon leur propre système de valeurs. Un grand tournant s'est produit à la fin du siècle dernier quand les écoles **néo-classiques** (Walras, Jevons, Menger), poussant à l'extrême le **scientisme** triomphant, ont prétendu découvrir des lois « naturelles » et ont, logiquement, introduit les mathématiques comme outil essentiel du raisonnement. Leur vision, très féconde par ailleurs, est terriblement réductrice : l'**homo-œconomicus** serait parfaitement rationnel et guidé par la seule recherche du gain. Erreur dramatique, les objectifs humains sont beaucoup plus complexes, ils relèvent de la psychosociologie (pouvoir, ambition, peur, routine, jalousie, amour-propre, affrontements, compétition, alliances...), et non du seul calcul avantage-coût¹.

1. L'entrepreneur abstrait étant supposé déplacer ses capitaux vers le secteur où il en obtiendra le plus grand profit, on en déduit l'égalisation du rendement de tous les capitaux : tout secteur offrant moins voit les entrepreneurs le fuir, le taux d'intérêt augmente alors jusqu'à ce que son rendement rejoigne le peloton, attirant à nouveau les investisseurs. Chaque point peut être discuté dans ce raisonnement, mais cela ne présente qu'un intérêt modéré, car le postulat est faux : l'entrepreneur est attaché à son entreprise, la diriger est son métier, elle est l'œuvre de sa vie, il recherche non le taux de rentabilité maximal, mais un profit suffisant pour vivre, et réinvestir afin que son enfant survive et prospère. Bref, il agit en humain et non en machine à calculer. Cela ne veut pas dire que la loi du profit ne joue aucun rôle, elle finit toujours par avoir le dernier mot : si l'entrepreneur la néglige, il devra céder et vendre, non pas pour

D'autre part, même les actes censés viser la rationalité ne peuvent y atteindre, car, il faut aussi que l'environnement respecte certaines conditions : information transparente, égalité des concurrents... Assimiler les lois sociales à des lois naturelles qui s'imposeraient aux hommes sans qu'ils puissent les modifier, est une démarche compréhensible — il s'agit d'évacuer la charge passionnelle qui lui est inhérente (l'observateur n'y est pas neutre) —, mais nous ne pouvons la suivre, elle conduit à l'impasse en niant l'homme.

- **L'économie est une science historique.** Le temps existe dans la plupart des mécanismes théoriques, il y joue le rôle d'un facteur abstrait analogue à celui rencontré en physique : délai d'ajustement du marché, durée de capitalisation d'un placement, de diffusion d'un revenu, de circulation d'une unité monétaire. Il rassure car il ne s'y passe rien d'autre que le déroulement des jours, on peut le maîtriser, l'intégrer aux modèles. Mais le temps social est différent, il dérange. On y trouve des événements, des personnalités agissent, des groupes se constituent, s'affrontent puis négocient, s'allient puis rompent, des dictateurs tombent, des peuples apprennent la démocratie ou la laissent échapper pendant quarante ans, des hommes sont torturés, d'autres vont à la plage... Bref, ce temps est vivant, c'est l'histoire. Il fait l'objet d'un débat fondamental entre économistes, trois positions sont possibles :
- On peut l'exclure si l'on considère les lois économiques comme naturelles. Dans ce cas, toute action historique, par exemple la montée de l'intervention publique, est un facteur déstabilisant, empêchant l'équilibre de se réaliser, et doit être bannie.
 - Il est un à-côté si ces lois doivent toujours l'emporter en se frayant un chemin à travers l'histoire, simple écume de surface masquant les *fundamentals* comme disent les financiers.
 - Il en fait partie intégrante si l'on n'imagine de lois qu'historiques, c'est-à-dire propres à chaque époque. Ainsi, les salaires suivent la loi de l'offre et de la demande, mais celle-ci n'est pas une. Quand l'ouvrier était écrasé, atomisé, son travail avait un prix fluctuant, la loi pure rendait bien compte du phénomène. Aujourd'hui, la loi du marché devient une **force de rappel**, il n'est plus question de laisser fluctuer le salaire au jour le jour. Syndicats et gouvernements ont institutionnalisé le contrat de travail, la loi du marché n'est plus que la toile de fond des négociations entre partenaires sociaux : durant la prospérité, les employeurs « lâchaient du lest » assez volontiers, par contre le chômage des années 1980 conduit les syndicats à des concessions.
- **En économie, les lois ne sont pas mécaniques.** Le terme ne doit pas faire illusion. Tout corps observe scrupuleusement la loi de la gravitation universelle qui s'impose de l'extérieur. Aucun caillou n'eût jamais l'idée de tomber de bas en haut, ni de biais... En conséquence : la technique repose sur des assurances, le fil à plomb permet de bâtir des édifices verticaux, résultat garanti. En économie, on trouve, au mieux, des lois tendanciennes, vérifiées en moyenne, et sous une foule de conditions, les progrès de la connaissance consistent surtout à expliquer les exceptions. Ainsi, la demande varie en fonction inverse du prix, mais on connaît des marchés où l'opposé se produit : plus c'est cher, dans certaines limites, plus on achète. La théorie du **prix d'efficience** parle de réaction **adverse**. Le consommateur, incapable d'estimer la qualité du produit, utilise le prix comme moyen d'information : un article cher est supposé de bonne qualité, et vice versa. Certaines firmes adoptent donc une stratégie de prix élevés

gagner plus, mais pour sauver des emplois, éviter le déshonneur, ne pas tout perdre... Imaginons que le repreneur soit une firme multinationale, on peut alors dire qu'elle imposera la loi du marché, déplacera les capitaux sans se préoccuper de l'humain. Probablement, mais il n'est pas certain que ses objectifs soient plus rationnels. Pour J.K. Galbraith (*Le nouvel État industriel*, Calmann Lévy, 1964) la grande firme est plus dirigée par des managers, à la recherche de la puissance, que par des actionnaires visant le taux de profit maximal. Par ailleurs, cela éloignerait encore plus l'idéal **walrassien** d'un marché atomisé en une multitude de petites entreprises rationnelles.

destinée à rassurer le consommateur, ce qui augmente leurs ventes. C'est pourquoi on fait appel à des techniques probabilistes. **La théorie des jeux**, depuis Von Neumann (1903-1957) et Morgenstern (1902-1977), établit la probabilité des gains de chacun en fonction des caractéristiques d'une situation où les acteurs ont des choix à opérer (jeu à somme nulle, négative, ou positive, duel, conflit-coopération...). Avec Lucas ou Sargent, la théorie des **anticipations rationnelles**, envisage — sans grand souci de vraisemblance mais c'est la démarche qui nous intéresse — des acteurs parfaitement rationnels et informés, qui calculent l'enchaînement des réactions possibles de leurs partenaires, pour en déduire les leurs. Cependant, les lois existent néanmoins, ceux qui l'oublient le payent cher. Ainsi, le prix du pétrole ne suit pas les caprices des cheikhs, mais la **loi de King** (1648-1712), établie à propos du blé, qui s'applique aux marchés des produits de base, ou commodités. Quand la demande d'un produit est rigide (on ne peut s'en passer à court terme), une petite variation de l'offre induit un mouvement plus que proportionnel du prix. Ainsi le prix du baril explose lors des deux chocs pétroliers, l'OPEP se croit alors maître du jeu et néglige les avertissements de ses membres les plus riches, comme l'Arabie Saoudite, favorables à la modération. Un haut prix attire l'offre et décourage la demande, le pétrole devient surabondant, le marché se retourne. Les consommateurs ont su éviter le gaspillage (isolation, véhicules plus légers...) et développer des produits de substitution (nucléaire, solaire, hydraulique), de nouveaux producteurs apparaissent ou se redressent (URSS, États-Unis, Grande-Bretagne, Norvège, Mexique, Chine...). Plus le pétrole est cher, plus il est avantageux de l'économiser, plus les produits alternatifs deviennent compétitifs, plus son exploitation devient rentable, même dans des conditions impensables auparavant (*off-shore*). La **loi de King** réapparaît brutalement, le prix s'effondre en 1986, l'OPEP éclate.

- **Coexistence des paradigmes.** Les **débats** entre économistes n'ont **pas de fin**. L'économiste est à la fois **sujet** et **objet** de son étude, il est impliqué, il a des intérêts, des opinions, qui interfèrent intimement dans sa démarche. Par ailleurs, la **vérification en laboratoire** n'existe pas, les conditions ne se reproduisent jamais à l'identique, et le raisonnement **toutes choses égales par ailleurs** à la base de tous les modèles (exemple : bloquons la demande, faisons varier l'offre, observons le prix) ne peut être testé puisqu'aucun facteur n'est isolable. Ne pouvant démontrer qu'une thèse est fautive, ses tenants en restent convaincus sans qu'aucune vérification ne la confirme jamais. Plus encore que dans les autres sciences « dites dures » qui permettent la vérification, le savant n'étant pas neutre, et poursuivant une carrière, peut juger de son intérêt de s'accrocher au bateau de telle école, même en perdition, sans pour autant que l'on puisse certifier sa mauvaise foi. On aura compris que la jungle de la science économique a du mal à adoucir ses mœurs. L'expérimentation est **la statue du commandeur** des autres sciences, elle finit toujours par écarter les charlatans, les faiseurs de système et les fantaisistes¹. Les sciences sociales doivent se résoudre à se passer d'un juge extérieur, seule une déontologie très forte peut limiter les dérapages. Thomas S. Kuhn² présente l'histoire des sciences comme une succession de révolutions qui marquent le passage d'un **paradigme** à un autre, c'est-à-dire d'un ensemble de méthodes, de résultats, de concepts et de lois admis dans la communauté scientifique. Chacune de ces révolutions, celles de Galilée, Newton, Einstein en physique, intègre les acquis de la précédente. Il semble que la science économique pratique plutôt la coexistence de plusieurs **paradigmes** qui se disputent la suprématie sans qu'aucune

1. Ce qui n'élimine pas pour autant toute contestation comme le montrent les travaux du sociologue Bruno Latour, (cf. *La science en action*, Gallimard, coll. « Folio Essais », 1995). Bien que l'on puisse discuter son relativisme épistémologique, il y propose une présentation saisissante de la science « en train de se faire » dans laquelle les savants sont engagés dans des conflits, défendent des intérêts, élaborent des stratégies de pouvoir et de renommée.

2. T.S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion.

victoire ne soit jamais définitive, ainsi les années 1930-40 voient la déroute du **Libéralisme** et le triomphe du **Keynésianisme**, les années 1980-90, le phénomène inverse. Cela aboutit à une pluralité de concepts, de méthodes et de lois, chacun prenant son sens à l'intérieur d'un paradigme donné.

Trois attitudes sont possibles face à la spécificité des sciences sociales. Le **positivisme** nie toute interférence du sujet sur l'objet, et affirme qu'une méthode rigoureuse permet d'observer les faits sociaux comme s'ils étaient « des choses ». Le **subjectivisme** cherche à comprendre les phénomènes sociaux de « l'intérieur » en admettant l'implication du sujet. Une attitude **rationaliste-critique** consiste à distinguer la construction théorique de l'observateur et l'expérience spontanée des acteurs, mais elle suppose que le savant prenne de la distance car il est aussi acteur. Nous ne connaissons qu'une méthode pour parvenir à cet idéal, elle repose sur trois piliers : précision des concepts ; rigueur de l'observation, les sciences sociales doivent élaborer des protocoles d'expérimentation et de recueil des données aussi contraignants que ceux des autres sciences ; attitude critique et humilité : si une thèse ne convient pas, améliorons-la, ce sera plus utile que d'ignorer le réel.

Nota Bene

Les chiffres entre parenthèses renvoient
soit à des chapitres (en caractères romains),
soit à des pages (en caractères arabes).

L'économie de marché : histoire et théorie

Nous présentons ici les caractéristiques originales du système qui a fait notre monde actuel, puis son évolution et enfin l'histoire des théories économiques qui ont tenté de le penser.

I. Qu'est-ce qu'une économie de marché ?

Économie de marché : système économique dont la régulation est assurée de façon décentralisée par la rencontre des agents sur différents marchés où les prix se fixent sous l'effet de la concurrence. Il repose sur l'initiative individuelle : chaque agent peut acheter, embaucher, investir, produire et vendre à son gré s'il estime qu'un marché est profitable. L'activité économique est surtout le fait d'entreprises qui utilisent du travail salarié pour produire des marchandises (biens ou services) dont la vente doit procurer un gain.

A. Un système radicalement nouveau

1. Les économies de marché sont des exceptions historiques

- ❑ Elles s'opposent à l'organisation économique du passé, celle des sociétés agraires. Disposant des forces de travail et des moyens rudimentaires de production, la famille y était l'unité productrice de base, les entreprises, le marché et le profit n'y jouaient qu'un rôle subsidiaire, l'autoconsommation étant la voie habituelle de satisfaction des besoins. Ces sociétés produisaient dans le but de satisfaire directement (autoconsommation agricole) ou indirectement (échange marchand) les besoins des producteurs.
- ❑ Elles s'opposent également aux systèmes collectivistes imaginés par la pensée socialiste et expérimentés après la révolution russe de 1917. La propriété privée des moyens de production y est, pour l'essentiel, abolie au profit de l'État et de coopératives. Le marché est remplacé par le plan qui décide des objectifs de la production, fixe les prix, désigne clients et fournisseurs des entreprises, monopolise l'échange extérieur. L'originalité, et la difficulté, se trouve dans le *passage d'une régulation décentralisée à une régulation centralisée* ce qui implique quatre gageures : 1) trouver un autre motif à l'efficacité productive que le gain individuel ; 2) collecter et traiter la masse énorme d'informations qu'implique une économie complexe ; 3) faire de meilleurs choix que ceux qui résulteraient des actions individuelles ; 4) acquérir la légitimité nécessaire pour qu'ils soient acceptés. Après l'effondrement du communisme, ce système demeure en Chine où il a été libéralisé, et dans quelques pays (Cuba, Corée du Nord, Viêt Nam...).

La place marginale du marché dans les sociétés préindustrielles

L'économiste américain Robert L. Heilbroner considère que :

« [...] l'existence des marchés (qu'ils donnent lieu dans les tribus primitives à des échanges d'objets étalés çà et là sur le sol ou qu'ils se concrétisent par des foires itinérantes très animées

comme au Moyen Âge) n'a rien à voir avec le système du marché. Car le marché ne représente pas seulement un moyen d'échanger des marchandises. C'est un mécanisme qui supporte et maintient la société tout entière. »

Il montre que, jusqu'à une époque récente (2 ou 3 siècles), les sociétés connaissaient la propriété, le travail salarié, et le marché, mais toutes sortes d'entraves officielles ou coutumières limitaient leur usage : la terre, signe de position sociale, ne se vendait qu'en dernier recours, le travailleur, intégré à la famille du maître, ne se présentait qu'exceptionnellement à l'embauche, l'investissement avait peu d'objet, les corporations réglementant l'essentiel des méthodes de production et refusant toute innovation. Le commerce, surtout lointain, mis à part, peu d'activités répondaient à la loi du marché.

Le Moyen Âge, la Renaissance, la Réforme — et en fait le monde entier jusqu'aux XVI^e et XVII^e siècles — ne pouvaient concevoir le système du marché, pour la bonne raison que la terre, le travail et le capital — bref, les agents de la production, que répartit le système du marché — n'existaient pas encore. La terre, le travail et le capital, pris au sens de sol, êtres humains et instruments, sont bien sûrs inhérents à cette société. Mais les esprits humains n'ont pas conçu immédiatement l'idée abstraite de terre et l'idée abstraite de travail pas plus que l'idée d'une énergie ou d'une matière abstraite. La terre le travail et le capital en tant qu'agents de production, en tant qu'entités économiques impersonnelles et déshumanisées représentent des concepts pas plus anciens et en fait tout aussi modernes que le calcul infinitésimal.

La terre. Jusqu'au XIV^e siècle ou au XV^e siècle, il n'y avait pas de terre, du moins au sens moderne du terme c'est-à-dire de propriété librement vendable et productrice de rente. Il y avait des terres, bien sûr, des domaines, des manoirs et des principautés, mais il n'existait pas vraiment une véritable propriété à acheter ou à vendre selon l'occasion. La terre était au cœur de la vie sociale, à la base du prestige et du rang dans la société ; elle fondait l'organisation militaire, judiciaire et administrative de la société. Bien que la terre pût être vendue, sous certaines conditions (très rigoureuses), elle n'était pas généralement à vendre. Au Moyen Âge, tout noble se respectant n'aurait pas plus songé à vendre sa terre que le gouverneur du Connecticut ne songerait à vendre quelques comtés au gouverneur de Rhode Island.

Le travail. Quand nous parlons du marché du travail aujourd'hui, nous pensons au processus de marchandage par lesquels les individus vendent leurs services au plus offrant. Un tel processus était totalement inconnu du monde précapitaliste. Une multitude de serfs, apprentis et journaliers travaillaient, mais ce travail, pour l'essentiel, n'était jamais offert sur le marché pour être acheté ou vendu. À la campagne le paysan vivait attaché à la terre de son maître ; il cuisait son pain dans le four du seigneur, faisait moudre son blé au moulin du seigneur, cultivait les champs du seigneur et servait le seigneur à la guerre ; mais on le payait rarement pour ces services : car ils étaient ses devoirs de serf et non le travail d'un individu libre de passer un contrat. En ville, l'apprenti entraît au service de son maître ; la longueur de l'apprentissage, le nombre de ses collègues, le taux de son salaire, ses horaires, les procédés même à utiliser étaient tous réglés par une corporation. Il n'y avait pratiquement aucun marchandage entre le maître et le serviteur. Tout au plus se produisait-il des grèves sporadiques, quand les conditions de travail devenaient intolérables. Là encore, pas plus de marché que pour les internes d'un hôpital.

Le capital. À coup sûr, le capital, au sens de richesse privée, existait dans le monde précapitaliste. Mais nul ne brûlait d'en faire un usage nouveau et agressif. Bien plus que le risque et le changement, la devise était sécurité d'abord. On préférait les techniques de production les plus longues et consommant le plus de main-d'œuvre plutôt que les techniques courtes et efficaces. La publicité était interdite et l'idée qu'un maître de corporation pût fabriquer un meilleur produit que ses collègues était considérée comme infamante. Au XVI^e siècle, quand l'hydre de la production de masse montra sa vilaine tête dans l'industrie du tissage, les corporations protestèrent auprès du roi. C'est pourquoi une fabrique miracle (deux cents métiers et un service d'intendance avec bouchers et boulangers pour prendre soin de la main-d'œuvre) fut même proscrite par Sa Majesté : une telle efficacité et une telle concentration de richesses aurait créé un précédent fâcheux. »

Robert L. Heilbroner, *Les grands économistes* (1970), Seuil, 1971, p. 20 à 26
(gras et intertitres de JPD).

L'originalité du capitalisme est son mode de mobilisation des ressources humaines. Pour la première fois dans l'histoire, le but de l'activité n'est pas la satisfaction des besoins mais le gain. L'expérience montre — les mercantilistes, puis les classiques, en ont fait l'apologie — que la recherche du gain individuel fournit un *moteur efficace* à l'activité créatrice de richesses. Elle montre aussi ses défauts corollaires : crises, inégali-

tés, ignorance des besoins non solvables. La correction vient au XX^e siècle avec les interventions publiques : prise en charge de certaines activités, redistribution des revenus, protection sociale, réglementations.

2. Marché et individu, des inventions du XVIII^e siècle, l'idée libérale

Au XVIII^e siècle, l'ordre social est ébranlé :

- Intellectuellement par le mouvement des Lumières qui pose la supériorité de la raison sur la religion et affirme le droit à l'autonomie de jugement, l'homme étant au centre du processus de connaissance : « Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Voilà la devise des Lumières » écrit Emmanuel Kant dans *Was ist Aufklärung?* (1784) ; politiquement par les révolutions américaine et française ; économiquement par la révolution industrielle.

Capitalisme et libéralisme

Le libéralisme est une doctrine alors que le capitalisme est un système économique et social, il faut donc éviter toute confusion, le registre est différent.

- *Le libéralisme économique* préconise le respect d'un ensemble de droits : disposer de sa force de travail, échanger, contracter, entreprendre, posséder des moyens de production... Les ajustements par le marché sont jugés *a priori* plus efficaces que ceux imposés par des organismes centralisés. Tous les libéraux rejettent donc par principe l'intervention de l'État bien que certains l'admettent en cas de défaillance du marché. Le spectre du libéralisme est très large depuis les libertariens qui considèrent la liberté comme une *fin en soi* (pour F.A. von Hayek, toute ingérence dans le marché est un pas sur la *route de la servitude*¹), jusqu'aux *utilitaristes* qui y voient seulement un moyen efficace (une intervention n'est pas exclue si l'on démontre son utilité), ou à Keynes lui-même, qui, tout en préconisant une régulation étatique, se considèrerait aussi comme libéral. Tout libéral définit donc *l'État minimal* qu'il juge compatible avec le respect des libertés. Le consensus est établi sur *l'État-gendarme* : police-défense, justice, travaux publics et protection juridique de la concurrence (Remarque : le terme « libéral » provoquant des réactions très affectives, son usage est précisé pages 15-16).
- *Le libéralisme politique* prône le respect des droits naturels de l'homme : liberté de pensée, de religion, de réunion, d'association, démocratie reposant sur un mécanisme de représentation égalitaire des citoyens (un homme, une voix) et la séparation des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif.

Certains pays protègent les libertés économiques mais ne respectent aucun des droits politiques. D'autres, très démocratiques, comme la Suède, la Norvège, ou la France poussent l'interventionnisme public très loin.

- *Capitalisme et libéralisme* : il a existé de multiples formes du capitalisme, chacune est caractérisée par son degré de libéralisme. On peut citer les capitalismes dirigés de l'époque mercantiliste, le libéralisme concurrentiel français et britannique du XIX^e siècle, l'interventionnisme poussé des pays de la deuxième vague (Russie, Allemagne, États-Unis, Japon), et l'économie mixte ou économie sociale de marché qui s'est généralisée depuis 1945, avec des variantes libérales (États-Unis, Royaume-Uni), dirigistes (Suède) ou intermédiaires (France, RFA).
- *Méthodes capitalistes et système capitaliste* : selon Fernand Braudel le capitalisme a existé sous diverses formes bien avant que les sociétés ne deviennent capitalistes. Dans l'Égypte ancienne, à Rome, au Moyen Âge et surtout à la Renaissance, des sociétés, un commerce, les méthodes de la banque moderne existaient déjà.
- *Capitalisme et esprit du capitalisme* : Max Weber découvre « l'esprit du capitalisme » au XVII^e siècle chez les puritains calvinistes des « forêts de Pennsylvanie » dans une situation de petite production dispersée, alors qu'il était réprouvé dans la Florence du XIV^e siècle, la capitale financière du monde d'alors.

Ces mouvements donnent naissance au libéralisme, une doctrine affirmant les droits de l'individu face à l'arbitraire du prince. Il s'appuie sur les théories du « droit naturel » : la société n'est pas d'essence divine, mais résulte d'une décision des individus de quitter

1. Cf. *La route de la servitude*, ouvrage publié en 1949 dans lequel il affirme que les interventions publiques de type keynésien conduisent à terme à un totalitarisme de type stalinien ou nazi.

l'état de nature et de s'associer en formant une convention, nommée « contrat social ». Les libertés politique (anti-absolutisme) et économique (anti-mercantilisme) sont deux revendications parallèles :

- ❑ Le *libéralisme politique* repose sur l'égalité civile qui transforme les individus en citoyens. Il revendique les libertés publiques (de réunion, d'association, de religion, etc.) et un système démocratique qui fonde les lois sur leur volonté. Il s'inspire des théories du contrat social.
- ❑ Le *libéralisme économique* considère que dès lors que certaines libertés sont garanties (propriété privée, libre concurrence, liberté du travail, libre circulation des produits), il suffit à chacun de poursuivre son propre intérêt pour concourir à l'intérêt général. Smith est à l'origine de la rupture avec la suspicion à l'égard du gain qui justifiait les règlements mercantilistes, et avec la traditionnelle opposition entre profit et intérêt collectif. Le marché opère donc par un de ses effets de composition qu'a définis Raymond Boudon¹. La rencontre des plans individuels sur le marché, suffirait à les harmoniser pour produire l'intérêt collectif :

Chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. À la vérité son intention en général n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. [...] il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une *main invisible* à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions.

Adam Smith, *La richesse des nations*, Gallimard, 1976, Livre IV, chap. 2, p. 256
(italiques de JPD).

Effet émergent ou de composition : résultat global (macro-social ou macro-économique) de la rencontre d'un ensemble d'actions menées par des agents visant chacun son propre objectif (micro-social ou micro-économique).

Les effets émergents sont donc causés par tous sans avoir été voulus par personne. Ils peuvent mener à une situation profitable, une harmonie spontanée, comme dans le modèle de la main invisible, mais aussi à des *effets pervers*, c'est-à-dire à un résultat collectif contre-productif. La théorie économique nomme « no-bridge » cette discordance entre micro et macro-économie. Par exemple, si un capitaliste baisse les salaires, il augmente son profit, mais si tous agissent de même, le revenu global et la consommation diminuent, ce qui réduit les débouchés et les profits de tous les entrepreneurs. C'est ce type d'observation qui conduit Keynes à choisir une approche macro-économique.

- ❑ Le marché apparaît comme le seul moyen de concilier autonomie individuelle et ordre social. Le libéralisme se fonde sur cette conviction d'un ordre naturel et spontané atteint grâce au mécanisme universel de régulation qu'est le marché. Il ne se réfère donc pas aux théories du contrat social qui impliquent un libre accord des volontés, mais à une vision en termes d'interactions spontanées, chacun s'ajustant au comportement des autres, soit en poursuivant son intérêt égoïste (*La richesse des nations*, 1776), soit par l'altruisme et la sympathie qui conduit à se mettre à la place d'autrui (*Théorie des sentiments moraux*, 1759).

3. Le débat sur la naissance du capitalisme

- a. La thèse de Polanyi : il a fallu désencastrer l'économie du social pour imposer le marché autorégulateur

Selon Polanyi, dans les sociétés traditionnelles, trois types de production correspondant à trois types d'échange dominant : le système de redistribution (on produit pour donner au supérieur), la réciprocité (on produit pour donner à son ami, son voisin, sa famille...), et l'administration domestique (on produit pour son propre compte). L'économie est donc

1. R. Boudon, *La logique du social*, Hachette, 1979 ; *Effets pervers et ordre social*, PUF, 1983.

enserrée, encastrée (*embedded*), dans les relations sociales. Il faut la « désencastrer » pour que se développe une économie de marché.

L'« utopie libérale » qui s'impose au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles parvient à soumettre la société au point d'y instiller un système normatif calqué sur celui qui prévaut dans les relations marchandes : individualisme, recherche du gain, valorisation de la performance... L'autonomie individuelle conditionne — et découle de — l'autonomisation de l'instance économique. Visant le gain, l'individu doit innover, et donc s'émanciper à l'égard des anciens et des traditions. Rationalisateur, cherchant à instrumentaliser son action, aux gestes traditionnels et aux pratiques magiques, il préfère des techniques dont il a éprouvé l'efficacité. Cherchant le gain individuel et l'équivalence des échanges, il rompt le principe de réciprocité qui régissait la circulation immémoriale des biens, des services et des faveurs, à travers le don/contre-don défini par Marcel Mauss par trois obligations (donner, recevoir, rendre¹).

Selon Polanyi, l'« utopie libérale » va s'imposer par la force, mais ne l'emportera, sous la forme du « marché autorégulateur » que pour une brève période entre 1834 (abrogation du revenu minimal du système de Speenhamland) et les années 1930. Avec « la grande transformation », le social reprend à nouveau le pas sur l'économique à travers l'institution de l'État-Providence. Cette histoire s'ordonne autour de l'expansion irrésistible des relations commerciales.

À ce marché vorace, il faut des marchandises, il faut que tout devienne marchandise, même ce qui ne l'était pas : le travail, la terre, la monnaie. Enfin ce marché rejette tout contrôle et prétend à une sorte d'autorité suprême : les États souverains eux-mêmes s'inclinent devant sa loi.

Louis Dumont, préface à Karl Polanyi, *La grande transformation* (1944), Gallimard, coll. « NRF », 1983, p. IX.

Elles vont balayer toutes les institutions qui fondaient l'ordre ancien, d'abord, de l'intérieur, en promouvant un nouvel état d'esprit (recherche du gain, prééminence de l'individu sur le groupe, de l'innovation sur la tradition), puis, de l'extérieur, par des dispositions institutionnelles destinées à détruire les anciennes règles qui, en protégeant l'individu et en l'enserrant dans un réseau collectif, entravaient le commerce, l'innovation, et la constitution d'un marché du travail.

Un marché autorégulateur n'exige rien de moins que la division institutionnelle de la société en une sphère économique et une sphère politique. Cette dichotomie n'est en fait que la simple réaffirmation, du point de vue de la société dans son ensemble, de l'existence d'un marché autorégulateur. [...] La société du XIX^e siècle dans laquelle l'activité économique était isolée et attribuée à un mobile économique distinct, fut en vérité une nouveauté singulière.

Un tel modèle institutionnel ne pouvait fonctionner sans que la société fût en quelque manière soumise à ses exigences. Une économie de marché ne peut exister que dans une société de marché.

Karl Polanyi, *op. cit.*, p. 105-106.

Mais comme ni la terre, ni le travail, ni la monnaie ne sont des marchandises, l'État — et non une évolution spontanée — va imposer leur transformation :

- 1) pour la terre, le mouvement des enclosures (regroupement et clôture des parcelles, privatisation des terres communales qui étaient laissées à l'usage des pauvres) conduit chaque agriculteur à concevoir son champ comme un moyen de production à rentabiliser ;
- 2) pour le travail, l'exode rural lié aux enclosures et l'abrogation du système de Speenhamland (1834) créent une classe de travailleurs libres, c'est-à-dire sans autre moyen de survie que la location de leur force de travail ;

1. M. Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Gallimard, 1950, préface de C. Lévi-Strauss, PUF, 1966.